

FRANGY EN BRESSE
23 Août 1987

Déjeuner débat

Intervention de P. MAUROY
(Projet)

Mon cher Pierre
Mes chers amis

C'est avec beaucoup de plaisir que je me retrouve aujourd'hui parmi vous élus de la Bresse Bourguignonne et de Saône et Loire et dans quelques instants avec tous les militants et sympathisants de notre parti je tiens à en remercier tout d'abord

- Le maire de FRANGY EN BRESSE notre camarade qui nous a réservé un accueil très chaleureux et prévu ce repas agréable.

- Le président de l'union départementale des élus socialistes et républicains, André LAFLY qui a organisé pour partie cette rencontre dans laquelle je vois mon cher le début d'une collaboration féconde entre nous dans le cadre de notre fédération d'élus.

- Notre ami à tous Pierre JOXE, qui est à l'origine de ma venue en Saône et Loire, ce dont je te remercie. Je tiens à te dire, Mon Cher Pierre, que je vois dans cette initiative non seulement l'expression de l'estime et de l'amitié qui nous tient mais aussi de l'intérêt constant que tu as toujours porté et et de la décentralisation, à la vie des communes de France, et avec la décentralisation.

Comment pourrait-il en être autrement d'ailleurs quant on connaît la part que tu as prise, en tant que Président du groupe socialiste à l'assemblée nationale puis comme ministre, à cette œuvre majeure capitale de la législature de gauche que constitue la décentralisation?

Dès l'origine tu as saisi la portée considérable de cette réforme sur l'ampleur du travail à accomplir pour la mener à bien mais aussi les embûches, les pièges qui parsemaient notre route. Plus que personne tu as pu mesurer l'hostilité immédiate tenace et permanente dont la droite a fait preuve à l'égard de cette grande ambition nationale.

Cette hostilité est d'ailleurs compréhensible : donner plus de liberté aux responsables locaux, renforcer leur capacité d'initiative alléger ou supprimer les tutelles de l'Etat inutiles c'est au total rendre plus forte notre démocratie : Pour la droite c'est un beau thème de discussion et elle ne s'est pas privée de harvader tant et plus la dessus de 1909 à 1981 mais sans agir, surtout sans agir. Pour la gauche la décentralisation c'est un projet des décisions et finalement une réalisation majeure qui profite à tout le pays.

Mais si je considère que la décentralisation est une ambition, si donc j'estime qu'elle appartient à notre avenir autant qu'à notre bilan c'est pour 2 raisons fondamentales.

La première est que notre oeuvre restait à parfaire au soir du 16 mars 1986, d'abord parce que, dans plusieurs domaines notre volonté de débattre démocratiquement du contenu de la décentralisation à pris du temps et n'a donc pas permis d'adopter tous les textes d'application avant les élections législatives certains dénonceront avec une certaine lenteur ; je dirai quant à moi que c'est notre honneur à nous la gauche d'avoir fait précéder chaque étape de la décentralisation d'un véritable débat démocratique !

Elles restait ensuite à parfaire parce que l'adoption de règles uniformes pour toutes les collectivités locales pénalise inéluctablement certaines d'entre elles et exige donc que l'ouvrage soit plusieurs fois remis sur le métier nous l'avons fait en ayant le souci de faire régner plus de justice et de solidarité. A cet égard je citerai l'exemple de la loi du 29 novembre 1985 mettant en place progressivement, à compter de 1986, un nouveau mode de calcul de la dotation globale de fonctionnement (D.G.F) permettant une péréquation plus grande entre communes riches et communes pauvres. Je citerai également la réforme du mode de calcul de la dotation globale d'équipement DGE, entrée également en vigueur en 1986, qui permet aux communes rurales (< 2000 hab.) de recevoir des subventions spécifiques et ainsi mieux tenir en compte du fait que les investissements de ces petites communes effectuent le plus souvent par à coups.

En bref la décentralisation appartient encore à notre avenir parce que c'est dans la nature des choses de voir évoluer la répartition des charges et des compétences entre l'Etat et les communes. Il n'y a pas d'anomalie à cela.

En revanche beaucoup plus grave et anormal apparaît être le comportement de la Droite au pouvoir à l'égard de la décentralisation !

Nous assistons depuis mars 1986 à une remise en cause sournoise des acquis de la décentralisation marquée notamment par les lois du 11 juillet et du 19 août 1986.

Sous couvert d'adaptation le gouvernement a gelé l'application de la réforme DGF que j'évoquais à l'instant. Il remet en cause la loi du 29 novembre 1985 pour maintenir la situation privilégiée de villes comme Paris qui reçoivent une DGF par habitant égale à près du double de la moyenne alors que leur potentiel fiscal comme le revenu moyen de leurs habitants est très supérieur à la moyenne.

On retrouve ici l'objectif permanent de ce gouvernement qui est de demander toujours moins aux riches tout en appelant le pays à faire un effort!

De même avoir admis que les villes de plus de 200000 habitants peuvent bénéficier du fond de péréquation de la taxe professionnelle même si leur potentiel fiscal est supérieur au potentiel fiscal moyen : c'est encore favoriser les riches! et comme le montant disponible est inchangé ce sont les petites communes qui sont pénalisées.

Que dire enfin des menaces que l'ont posé sur les finances des communes les réductions de certaines dépenses budgétaires de l'Etat, réduire les crédits de la lutte contre la précarité, les crédits destinés à l'insertion des jeunes les crédits du fonds de la promotion et de l'emploi c'est en fait contraindre les collectivités locales à prendre le relai. Aussi nous devons dénoncer cette politique de gribouille de faux semblant qui sous le mauvais prétexte de réduire injustement d'ailleurs les impôts d'Etat contraint les collectivités locales à augmenter les impôts locaux tout en critiquant ensuite cette augmentation.

Mes chers Camarades

Beaucoup d'entre vous maires et élus locaux savent comme moi qu'en matière de décentralisation nous sommes en quelque sorte à la croisée des chemins. Certes je pense que le mouvement de décentralisation que nous avons lancé est irréversible mais je crains aussi que le maintien de la droite au pouvoir n'entraîne dans ce domaine un immense gachis de compétences, de bonnes volontés et d'argent.

Or la décentralisation est pour la France une des clés de sa modernisation, tout comme elle est une des voies de la démocratisation de nos institutions.

Il nous faut donc aller de l'avant et dans ce domaine comme beaucoup d'autres, lutter projet contre projet avec la droite.

.../...

Ceci doit nous conduire à définir nos perspectives en matière de décentralisation en particulier en direction des petites communes.

Vous savez que mon gouvernement puis celui L. FABIUS s'est attaché à respecter strictement 2 principes :

- d'abord faire bénéficier toutes les communes sans exception des lois de décentralisation nous avons refusé de mettre à part les petites communes en considérant que l'exercice des responsabilités, des compétences, au contact des réalités locales les concernait autant que les grandes communes.

- ensuite encourager toutes les formes d'initiative locale et de coopération intercommunales, mais en s'interdisant d'employer les contraintes. C'est pour la France un enjeu majeur que de réunir librement des volontés pour bâtir solidement des projets locaux de développement car l'éparpillement des moyens que nous constatons encore trop souvent aujourd'hui nous fait prendre du retard et pénalise les habitants des petites communes.

Pour ma part je reste fondamentalement attaché à ces 2 principes et je souhaite qu'ils guident notre réflexion. Les assises que va organiser la F.N.E.S.R. dans chaque région et notamment le 3 octobre prochain à CHENOVE pour la BOURGOGNE vont permettre d'engager vigoureusement cette réflexion. Je souhaite ardemment vous y retrouver tous pour poursuivre le débat que nous entamons ensemble aujourd'hui.

lundi 24 août 87

Fête des socialistes hier à Frangy X

La vedette fut un certain Pierre Joxe

Pour sa quinzième fête des socialistes de Bresse (et de Saône-et-Loire), hier à Frangy, Pierre Joxe n'a pas raté le coche.

Il avait invité deux vedettes, qui ont fait très fort dans le passé, l'un dans le top-cinquante (qu'on appelait alors simplement hit-parade), Nino Ferrer, l'autre en étant pendant quatre ans le chef du gouvernement, Pierre Mauroy. Rien d'étonnant donc que l'affluence à cette fête ait dépassé, malgré une météo incertaine, le chiffre des années précédentes.

Mais si Pierre Joxe a marqué des points, hier, ce n'est ni à cause d'une grande éclaircie, ni à cause du « papa » de Mirza, ni à cause de la présence de l'un des leaders incontestés du P.S. Il est en effet lui-même le principal responsable du succès de la quinzième édition de cette fête estivale.

C'est lui qui a discrètement mais sûrement glissé, entre deux virgules, la petite phrase du jour : « ... François Mitterrand, élu, pour la première fois, président de la République en 1981... »

C'est lui qui, alors que les arguments des uns et des autres n'arrivaient pas à circonvier la digestion des convives du banquet républicain, dérida tous les fronts en narrant l'histoire de la prison de Crissey.

Le gouvernement de droite, et surtout le garde des Sceaux, M. Albin Chalandon, ont été, sur ce chapitre, traités par l'humour. « Ils ne voulaient plus des prisons d'Etat, a dit M. Joxe. Ils ont compris très vite qu'il ne fallait pas parler de prisons privées. Alors ils ont inventé les prisons R.P.R. M. Chalandon a ainsi promis à certains de ses amis politiques... une prison ! »

Suivit un couplet sur le maire de Chalon et celui de Crissey qui aboutit à l'hilarité générale. Sans doute l'argumentation n'était-elle pas aussi serrée que lors d'un traditionnel meeting politique. Mais hier, à Frangy, c'était la fête !

Il faut le dire : après les prestations de M. Joxe (qui n'hésita pas à faire sourire aussi de lui — exemple : « Je suis capable, il est vrai, de sectarisme... mais je sais

aussi m'en affranchir »), les discours de M. Mauroy sur la décentralisation, les jumelages de villes françaises avec des cités étrangères ou les succès des gouvernements socialistes dans un proche passé, eurent bien du mal à passer. Il faut dire que l'on attendait évidemment

l'ancien Premier ministre sur le sujet de la candidature socialiste à l'élection présidentielle. Il n'a rien osé dire de nouveau par rapport à ses déclarations de la semaine passée, résumée en une phrase qui doit quand même laisser sur sa faim le militant de base : « Si M. Mitterrand veut

être candidat l'an prochain, nous le soutiendrons. Mais il n'a pas à faire connaître sa décision tout de suite. Pour l'instant, il est président. »

C'est aussi d'une certaine façon ce que dit M. Rocard.

LIMOGES



faits divers

LOUHANS

Un automobiliste manque un virage

MESVRES

Chute d'une échelle

Hier après-midi, les pompiers d'Etang ont dû porter secours à M. Umberto Giovino, âgé de 40 ans, demeurant au bourg, ayant fait chute d'une échelle.